



European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

1 | 2004

THEMATIC ISSUE

Gecekondu

Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation

Political stigma and uses of public resource: gecekondu as a mobilization space

Marie Le Ray



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/123>

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Marie Le Ray, « Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 1 | 2004, mis en ligne le 04 mars 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/123>



Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>

To quote a passage, use paragraph (§).

Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation

Marie Le Ray

Abstract. This monographic inquiry describes and analyses the forms of commitment of different associations in the *gecekondu* as an over-controlled public space. *Mustafa Kemal Mahallesi* is an Istanbul neighbourhood known for its political history and stigmatised as a stronghold of some illegal far-leftist groups. Taking this case study, we first examine the ways stigma hinders and constrains physical and discursive investments of the public space. This contribution goes on interrogating the ability of public local actors to go beyond and create themselves some “protected” areas where discussion, possibly resistance, would still be possible. It seems that behind a formal obedience to the official grammar of public life, local actors get their voice back and regain the right of saying what the neighbourhood and its symbolic identity should be. Finally, scaling down, the paper explores local uses of some “in-between public and private” spaces like everyday interactions around tea or cards, mourning and funerals, folklore lessons or communitarian commemorations. In a space under constraints, these are privileged places where identities and loyalties are built and rebuilt, and through which public space may also eventually be enlarged.

Le *gecekondu* occupe une place centrale dans la vie et l'imaginaire politique national turc. Constamment surinvesti de sens, il fait rêver certains autant qu'il fait peur à d'autres, et ce relativement indépendamment des transformations (urbaines, sociales et politiques) qui ont pu l'affecter. Les réseaux militants radicaux, mais aussi le personnel politique, les élites urbaines, les médias ou encore les universitaires, produisent ainsi des discours à forte charge symbolique et émotionnelle sur le *gecekondu*. Tahire Erman nous montre par exemple que le terme *varoş*¹ tend à assimiler populations en situation de dénuement, groupes qui s'engagent dans des activités criminelles et actions politiques radicales contre l'Etat : « *They are the political Islamists, the nationalist Kurds, the radical leftist Alevis who challenge the political authority of the state and disturb the social order of the society. They are also the unemployed, the street gangs, the mafia, the tinerci (those addicted to the easily available chemical substance used to dilute paints) who are mostly street children and, in a nutshell, the underclass* » (Erman 2001: 997). Le *gecekondu* en vient donc à cumuler les statuts de périphérie économique, morale et politique, alors même qu'il se retrouve de moins en moins périphérique géographiquement. L'habitant du *gecekondu* est l'Autre, l'altérité ainsi construite étant mise au service de projets sociaux, voire politiques, concurrents². Or, ces impositions symboliques, ces stigmatisations, tendent à conférer au *gecekondu* une cohérence sociale et politique qu'il n'a pas. A partir de la trajectoire du quartier stambouliote de Mustafa Kemal – une parmi d'autres –, nous nous proposons de réfléchir ici au *gecekondu* en tant qu'espace d'identification et de mobilisation à la fois pluriel et contraint, du fait même de ce surinvestissement symbolique.

1 Diffusé à partir de la fin des années 1990 par les tenants de discours politiques autant qu'universitaires.

2 Pour une problématisation du *gecekondu* comme objet et sujet d'une lutte pour l'espace – ou *Lebensraum* – et pour la définition de ses frontières sociales et culturelles, voir Öncü et Weyland (1997 : 56-72).

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

[2] Mustafa Kemal fait partie des quelques quartiers '*gecekondu*' d'Istanbul où restent aujourd'hui actives les organisations illégales d'extrême gauche³. Le stigmate politique s'y nourrit de la présence de ces organisations, mais aussi de l'histoire politique locale. Construit par les tenants du discours sécuritaire⁴ au sein de l'Etat, le stigmate est entretenu par des médias nationaux inscrits dans un même cadrage et trouve un écho au sein de la population. L'image qui se diffuse ainsi à propos du quartier est celle d'un espace rebelle et violent par essence. La menace est incarnée par l'extrême gauche clandestine, mais elle se confond souvent avec l'alévisme et peut prendre d'autres visages, notamment kurde. De plus, parce que le stigmate porte sur le lieu et non sur des acteurs clairement identifiés, chaque habitant est potentiellement suspect de menacer le projet national⁵. Cela a des effets très concrets, notamment, pour ce qui nous intéresse ici, dans la mise en forme des modes d'existence publique et politique au sein du *gecekondu*. Mustafa Kemal Mahallesi se voit ainsi quadrillé par différents dispositifs de contrôle dont l'intensité et les formes ont évolué dans le temps, mais qui restent extrêmement contraignants. Le quartier n'en est cependant pas moins traversé par un ensemble de revendications, d'adaptations, voire de pratiques d'insubordination de la part des habitants. D'un côté, la répression et, peut-être plus encore, l'intériorisation de la menace répressive par les acteurs locaux, rendent les résistances problématiques : tout investissement de l'espace public local, y compris dans ses formes *a priori* les moins contestataires, passe par une soumission aux règles et rituels d'allégeance ; les acteurs locaux hésitent très souvent à investir l'espace public et, *lorsqu'ils* le font, développent des formes d'autocensure dans du dire et du faire. Mais, parallèlement, cette maîtrise de la grammaire publique dominante constitue une véritable compétence dont les acteurs stigmatisés jouent ; l'adoption d'un profil-bas (non politique), le respect des rituels et les postures de compromis sont ainsi non seulement mis au service d'une existence publique durable mais aussi, bien souvent, à celui d'une ré-appropriation physique et symbolique de l'espace.

3 Pérouse (2004) parle d'un 'réseau qui associe plusieurs nœuds' : Gazi, Okmeydanı, Nurtepe, Alibeyköy, Esenyurt, İkitelli, Sarıgazi et Mustafa Kemal Mahallesi.

4 Voir Dorronsoro (à paraître).

5 De leur côté, les usages que les organisations d'extrême gauche font du quartier et de son histoire politique produisent des effets de confusion similaires, cette fois autour d'une lecture positive du stigmate.

[3] La notion d'espace public que nous utilisons ici renvoie à cette double dimension, physique et symbolique. Les rues, murs et places du quartier sont, nous le verrons, des lieux à partir desquels se mettent en scène l'Etat et ses dispositifs de contrôle (statues, symboles nationaux, véhicules blindés), ainsi que l'extrême gauche et ses référents (inscriptions murales célébrant martyrs et différents moments de résistances). Ces projections politiques localisées contribuent à construire « l'espace public quartier » comme espace conflictuel d'apparition, espace où la visibilité physique devient enjeu. Mais l'espace public, dans sa dimension plus métaphorique⁶, se construit également autour de diverses arènes discursives, de lieux de définition des enjeux et des débats, des identités et des allégeances articulées à des revendications. Pierre Favre (1999 : 148-152), lorsqu'il nous invitait à déplacer l'analyse vers les espaces publics locaux, considérait le local comme espace au sein duquel les interactions directes (non médiatisées et si chères à Habermas) restent possibles, et où les débats se font à partir d'une compréhension partagée des problèmes. Dans le cas du quartier de Mustafa Kemal, l'histoire politique locale et le statut de dominé (autant en termes sociaux, économiques que politiques) nourrissent des représentations partagées de l'environnement chez les acteurs locaux ; mais d'autres sphères de résonance se chevauchent et se concurrencent à l'échelle du quartier, ne serait-ce que parce que celui-ci constitue un lieu de migration et de circulation privilégié. Différentes expériences et mémoires importées (depuis les régions d'origine des migrants), et réinventées localement, sous-tendent notamment les modes de définition des enjeux, les positionnements au projet national, *a posteriori* donc les transformations de l'espace public local. Les différentes associations locales se construisent sur (et reconstruisent) des représentations partagées par le groupe incarné et sont des lieux d'interactions privilégiés dans un contexte où l'étranger est le danger. En ce sens, plus que le quartier lui-même, elles nous paraissent être les endroits privilégiés à partir desquels est reconstruit l'espace public local et autour desquels se font les articulations à d'autres espaces.

[4] Après être revenu sur l'histoire politique locale et sur ses héritages dans un espace urbain transformé, nous observerons donc la diversité des visages publics du quartier (entre

6 Sans pour autant s'aligner sur une définition habermasienne trop policée et normative.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

les deux pôles que seraient l'Etat d'un côté et les organisations d'extrême gauche de l'autre) à travers une cartographie associative. Les organisations étudiées sont les suivantes: l'association culturelle alévie Pir Sultan Abdal (*Pir Sultan Abdal Kültür Derneği*), l'association d'embellissement du quartier (*Mustafa Kemal Mahallesi Güzelleştirme Derneği*) et différentes associations de pays (les regroupant les migrants originaires d'une même région)⁷. A partir des deux premières associations, nous verrons plus particulièrement en quoi l'existence publique négociée signifie la re-formulation de la singularité politique locale plus que sa disparition. L'association alévie et, plus récemment, l'association de quartier, ont ainsi été fondées par d'anciens militants d'extrême gauche. Dans ces cas, l'adoption de la grammaire publique dominante permet parallèlement la réapparition du langage local, de ses référents, au sein d'un espace public où ils n'étaient plus tolérés ; elle vient servir la renaissance d'un projet social, culturel et politique alternatif qui puise dans l'histoire locale.

[5] Quant aux mobilisations *a priori* communautaires – l'association culturelle alévie mais aussi, plus particulièrement, les associations de pays –, elles nous invitent à interroger les usages fait de l'accès à la parole et aux ressources publiques, mais aussi de cette zone ambiguë 'entre privé et public', qui est celle de la maison de thé, des cours de *semah*, des cérémonies de mariages et enterrements, des commémorations de temps communautaires. Dans ces cas, l'introduction d'un langage communautaire dans l'espace public local peut servir une contestation de manière relativement sûre ; plus généralement, elle permet la production et l'entretien d'allégeances, de temporalités concurrentes à celles que produit l'Etat.

⁷ Il s'agit ici d'observations réalisées dans le quartier de *Mustafa Kemal Mahallesi*, via des entretiens semi-directifs, essentiellement lors d'un terrain de cinq semaines en avril-mai 2002. Elles ont nourri la rédaction de notre mémoire (Leray 2002). Ces observations ont été partiellement remises à jour et complétées à la suite de diverses visites ponctuelles, sur la période août-novembre 2003.

I. De Bir Mayıs à Mustafa Kemal Mahallesi

Gecekondu et territorialisation violente : genèse et fin d'une « zone libérée »

[6] Le quartier de Mustafa Kemal a été créé à la fin des années 1970, dans une période de polarisation politique extrême. Militants d'extrême droite et d'extrême gauche (ou encore forces de sécurité de l'Etat et extrême gauche) s'affrontaient alors quotidiennement en armes⁸. Dans ce contexte, et alors que la lutte entre groupes armés s'étend à la conquête de l'espace local, le terrain vague qui préfigure Mustafa Kemal Mahallesi passe rapidement des mains de la mafia immobilière à celle des groupes d'extrême gauche. Ceux-ci organisent la distribution foncière, leur mode de sélection favorisant de fait les familles aléviées et d'extrême gauche. Le quartier se voit alors baptisé Bir Mayıs Mahallesi, en hommage aux victimes du premier mai 1977⁹. A trois occasions, marquées par des morts violentes, ses habitants doivent faire face aux forces de police et à l'armée qui menacent de raser le *gecekondu*. Le deux septembre 1977, troisième et victorieux moment de résistance, marque symboliquement la naissance de Bir Mayıs Mahallesi. Différentes institutions et services sont alors progressivement mis en place à l'échelle du *gecekondu* : comité populaire, maison du peuple, espace santé, école ou encore coopératives pour l'achat de nourriture, de combustibles ou de matériaux de construction. Les militants se chargent d'informer et d'éduquer politiquement les habitants *via* des réunions publiques ponctuelles (assemblées, concerts), mais aussi à travers un contrôle accru du quotidien. Le comité populaire entend ainsi prendre en charge les conflits familiaux ou de voisinage ; les visites informelles des militants au sein des familles se font régulières. A la fin de l'année 1977, si le *gecekondu* ne fonctionne pas véritablement en

8 Selon l'armée, 5 713 personnes sont tuées et 18 480 blessées dans la période 1975-1980. Pour une analyse de cette période, voir Bozarslan (1999a).

9 Au cours de la manifestation organisée par des militants de la confédération syndicale DİSK (*Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu* ou Confédération des Syndicats des Travailleurs Révolutionnaires, créée en 1967) réunis sur la place Taksim, 35 personnes sont tuées. Cet incident reste, encore aujourd'hui, très discuté. Face à la version officielle qui parle d'une lutte sanglante entre factions rivales de l'extrême gauche, d'autres évoquent une provocation savamment orchestrée par les unités anti-guérilla de l'Etat, elles-mêmes épaulées par la CIA et le MİT. Voir notamment à ce sujet les actes du procès de *Dev Yol* (Müftüoğlu n.d.)

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

autarcie¹⁰, il produit cependant ses normes et s'expose comme 'zone libérée', via l'érection de 'tours de contrôle' (cafés, associations de gauche, librairies) et le contrôle armé des entrées et sorties. En 1978, cinq personnes extérieures au quartier mais appréhendées dans ses rues et reconnues comme « fascistes », auraient ainsi été assassinées (Wedel 1999: 275).

[7] Cette expérience politique est cependant de courte durée. L'intervention militaire de 1980 se donne pour mission de rétablir la domination de l'Etat en mettant fin aux affrontements quotidiens comme aux formes de territorialisation politique autonome : à l'échelle nationale, 650 000 personnes sont placées en garde à vue, et on dénombre des centaines de décès suspects, des pratiques de torture généralisées et une purge qui touche les éléments politisés de l'administration, notamment dans l'enseignement. A l'échelle du quartier Bir Mayıs, les militants sont poursuivis, tués ou emprisonnés lorsqu'ils ne parviennent pas à fuir vers l'Europe ou à se cacher en Turquie. Ce ne sont cependant pas uniquement les militants qui sont inquiétés ; chaque famille, à un degré ou un autre, est harassée, subit rafles nocturnes, emprisonnements, voire tortures. Les habitants se replient sur des cercles de relations très restreints, tandis que l'Etat se réapproprie l'espace public sur un mode très violent. De manière significative, l'un des premiers actes au lendemain du coup d'Etat consiste en la construction d'une station de police au sein du quartier. Celui-ci se voit également très symboliquement renommé Mustafa Kemal Mahallesi.

Les organisations d'extrême gauche dans le quartier

[8] Les groupes radicaux d'extrême gauche n'ont pas renoncé à investir l'espace public local et à en disputer les frontières par d'autres voies, même s'ils ont été poussés à la

10 Rapidement, des délégations d'habitants se rendent ainsi auprès de la mairie d'arrondissement d'Üsküdar, à l'image de ces dizaines de femmes qui s'y sont présentées pour réclamer l'alimentation du quartier en eau. Les professeurs d'école sont apparemment mis en poste par le Ministère de l'éducation nationale. Quant aux 'entrepreneurs politiques' du quartier, ils semblent eux aussi avoir été pris dans une tension entre opposition fondamentale au système d'un côté et aspiration à la reconnaissance légale de l'autre. Heidi Wedel (1999 : 276) en prend à témoin l'autocritique du comité central du TKP/ML (*Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist* ou Parti communiste de Turquie/Marxiste léniniste, organisation d'extrême gauche révolutionnaire maoïste) à l'été 1979.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

clandestinité. Les actions violentes contre les institutions policières, mais aussi contre les sympathisants ou militants désignés de l'extrême droite, font ainsi partie d'une tentative de reconstruction d'une « zone libérée » dont seraient exclus police et « fascistes ». Il en va de même de la distribution sous le manteau de revues politiques illégales ou encore du marquage des murs du quartier aux initiales et slogans des différents groupes radicaux. La police se charge régulièrement de recouvrir ces inscriptions d'un coup de peinture, qui réapparaissent tout aussi régulièrement. Ces groupes se nourrissent de l'histoire politique locale, qu'ils contribuent à entretenir, tout en la réinsérant dans la mémoire plus large de l'extrême gauche turque. La célébration des martyrs vise ainsi à faire (re)vivre le « peuple de Bir Mayıs ». Quelle résonance ont aujourd'hui ces discours auprès de la population du quartier ?

[9] De fait, nombre d'habitants déclarent apprécier vivre dans le quartier pour l'esprit et les principes partagés qu'on y retrouve - humanité, respect, solidarité, certains diront esprit « de gauche » - et ne désavouent pas l'identité Bir Mayıslı comme telle. Mais beaucoup se plaignent aussi des contraintes au quotidien et de la violence qui accompagnent la présence des organisations politiques radicales. Si nous n'avons pas les moyens ici d'évaluer véritablement l'importance du réseau militant et de son soutien social à l'échelle du quartier, différentes pistes de réflexion peuvent être avancées. Tout d'abord, les habitants les plus anciens ne se reconnaissent plus (ou moins) dans des réseaux militants aujourd'hui très largement renouvelés. Une habitante du quartier regrettait ainsi les militants présents à la création du quartier, « *qui partageaient tout avec les habitants, pas comme ceux qui se disent révolutionnaires (devrimci) aujourd'hui* ». Quant à ce militant d'origine interrogé sur la « relève », il parle lui de dégénérescence par rapport à la figure du 'vieux' révolutionnaire, un être « *intelligent, confiant dans la lutte, honnête et ayant le sens de l'honneur (...)* Les jeunes ne lisent pas. Avant, les révolutionnaires étaient parmi les plus éduqués ; maintenant il s'agit de jeunes à problèmes qui entendent bénéficier du respect réservé aux anciens devrimciler. On ne peut pas généraliser mais ce type de jeunes constitue aujourd'hui la vitrine des groupes

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

de gauche. Et c'est extrêmement dommageable (...) Les gens se détachent des groupes à cause de ces jeunes, mais ils ne condamnent pas les «vrais» révolutionnaires»¹¹.

[10] La suppression de l'article du code pénal interdisant les groupes d'extrême gauche (suite à l'effondrement de l'URSS et la fin de la « menace communiste »), et surtout les événements de Gazi du 12 mars 1995¹², relayés à Mustafa Kemal le 15, ont pu participer à réactiver les réseaux militants et à donner un nouvel élan aux dynamiques de recrutement¹³. Cependant, les capacités de mobilisation concrètes à l'échelle du quartier restent limitées ; les événements des prisons n'ont, par exemple, pas eu le même impact à Mustafa Kemal Mahallesi que dans le quartier de Küçük Armutlu notamment. Les grèves de la faim, débutées en octobre 2000 en protestation des transferts vers les prisons de type F, ont ainsi été relayées au sein de ce dernier, ce qui n'a, à notre connaissance, pas été le cas à Mustafa Kemal Mahallesi¹⁴. Jean-François Pérouse nous signalait à ce propos que le quartier de Küçük Armutlu a connu, depuis 1998, « *une très forte infiltration par le DHKP-C¹⁵ et ses associations liées, ce qui s'est traduit par un strict contrôle du marché foncier et immobilier, dans un secteur où le développement des immeubles était moins poussé qu'à Gazi ou Mustafa Kemal. Les*

11 Entretien informel au domicile du président de l'association Pir Sultan Abdal (qui a démissionné depuis) en août 2003. Militant du TIKKO (*Türkiye İşçi Köylü Kurtuluş Ordusu* ou Armée de libération des travailleurs et paysans de Turquie, branche armée de l'organisation maoïste TKP/ML) dans les années 1970, il avait participé aux différents moments de résistance 'fondateurs' du quartier.

12 Le 12 mars, des hommes armés circulent dans le quartier de Gazi et ouvrent le feu sur des cafés fréquentés par Alévites et militants de gauche ; deux personnes sont alors tuées, quinze autres blessées. Devant la passivité des policiers, des centaines de personnes sortent dans la rue, rapidement rejoints par des habitants d'Ümraniye et des militants de la gauche radicale. Les émeutes, ainsi que les manifestations de solidarité (en particulier à Ümraniye, le 15 mars) qui ont lieu dans les deux jours qui suivent, font 23 victimes et nombres de blessés. Voir Marcus (1996).

13 Nous n'avons pas d'indices de ce renouveau au début des années 1990 pour le quartier, mais Hakan Yücel souligne, à propos de Gazi, que différentes activités de l'extrême gauche ont pu préparer et faciliter l'intervention de ces mêmes groupes dans l'émeute du 12 mars : le boycott général du 3 janvier 1991 pour soutenir les ouvriers des mines en grève ; les manifestations du 20 janvier contre la Guerre du Golfe ou encore les encouragements au boycott des élections en mars 1991. Voir un ouvrage anonyme de sympathisants du DHKP-C, paru un an après l'émeute de Gazi (anonyme 1996 : 112), cité par Hakan Yücel (2000).

14 Le président de la branche locale de l'association *Pir Sultan Abdal Kültür Derneği* avait, à titre personnel, choisi d'entamer une grève de la faim symbolique. Arrêté, il a pu éviter la prison en s'acquittant d'une amende.

15 Le Front /Parti de Libération Populaire Révolutionnaire (*Devrimci Halk Kurtuluş Partisi/Cephesi*) est une organisation d'extrême gauche, marxiste-léniniste guévariste.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

*interventions urbanistico-policières à Küçük Armutlu semblent en effet avoir été différées... en raison d'autres urgences policières par ailleurs*¹⁶. A Mustafa Kemal Mahallesi, le développement rapide du marché immobilier, doublé du quadrillage répressif, n'a donc pas permis aux réseaux militants de préserver (ou de renouveler) l'identité du lieu *via* la sélection et « l'éducation » des habitants comme cela a pu être le cas à Küçük Armutlu. Au lendemain de l'intervention militaire de 1980, il semble donc que ces réseaux d'extrême gauche se soient non seulement vus « enfermés » dans quelques quartiers emblématiques d'Istanbul, mais à Mustafa Kemal, ils auraient également été progressivement marginalisés, au fur et à mesure qu'évoluaient la physionomie et la population du quartier.

[11] Finalement, la redéfinition du rapport au *devrimci* a pu, plus généralement, se nourrir de la radicalisation violente de certaines organisations, en particulier à travers « la réactivation du registre du martyr révolutionnaire et la mise en spectacle de la mort présentée comme victoire » (Massicard 2002a : 177), comme en témoignent les grèves de la faim dans les prisons. A ce propos, Elise Massicard souligne que, alors même que disparaît la « *relative perméabilité entre la prison et la société* » (Massicard 2002a : 176)¹⁷, cette radicalisation, qui se traduit par l'élimination des intermédiaires légaux, accusés de faire le jeu du pouvoir, accentue encore la distance entre militants et base sociale. L'Etat a d'ailleurs su utiliser cette radicalisation et, tout en stigmatisant ces militants politiques comme dangereux, est parvenu à construire un consensus sans précédent dans la gestion des organisations radicales. Au niveau des quartiers, ce contrôle de l'image et des discours sur les « événements » des prisons s'est traduit par un quadrillage resserré et des opérations policières ponctuelles très 'musclées', comme à Küçük Armutlu. Mais il a également permis de diffuser – y compris

16 Communication personnelle, septembre 2002.

17 Comme le rapporte Elise Massicard, en banalisant l'expérience carcérale, la répression militaire avait sensibilisé une partie significative de la population aux conditions d'emprisonnement et aux mauvais traitements. Ces soutiens, issus de différents milieux sociaux, ont longtemps appuyé de l'extérieur les résistances carcérales. Cependant, avec la transformation progressive de la prison en 'moteur de politisation', en 'base de recrutement et d'action', ceux qui soutenaient les détenus pour des raisons humanitaires ont commencé à prendre leurs distances.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

auprès d'acteurs locaux proches de l'extrême gauche – l'idée d'un espace « prisonnier » et victime de ces groupes politiques interdits.

Que reste-t-il de *Bir Mayıs Mahallesi* ?

[12] Aujourd'hui, le quartier abriterait environ 40 000 habitants¹⁸. Il n'a, de fait, plus grand-chose à voir avec ce qu'il était à la fin des années 1970. Son visage s'est transformé au fur et à mesure que se développait le parc immobilier local, parallèlement aux différentes amnisties et aux distributions de droits de propriété, et la verticalisation du bâti. L'attribution en 1987 du statut d'*ilçe* (sous-préfecture) à Ümraniye a également pu contribuer à accélérer le développement du quartier ; au fur et à mesure que se développait la ville, Mustafa Kemal Mahallesi s'est ainsi retrouvé de moins en moins périphérique géographiquement. Dans un registre différent, deux mosquées (l'église protestante, installée en sous-sol, reste très discrète) se dressent désormais au sein du quartier. Par ailleurs, Mustafa Kemal Mahallesi est coupé en deux par un axe autoroutier depuis le milieu des années 1980, ce qui a entraîné la destruction d'environ 1500 habitations. Les différents services urbains s'améliorent progressivement (renouvellement des canalisations, desserte de bus, bureau de poste, relais de paiement des factures d'eau, construction récente d'une clinique) et la mairie d'arrondissement s'enorgueillit d'avoir fait goudronner un nombre record de kilomètres de route. Quant à la population, elle s'est très largement renouvelée à travers les différentes vagues de migration - même si les migrations en chaîne ont partiellement préservé, *via* des solidarités familiales ou locales (*hemşehrilik*)¹⁹, l'identité confessionnelle et géographique du lieu. Des familles sans attaches au sein du quartier ont pu être attirées par les loyers modérés ; parallèlement, les blocs de bâtiment qui se construisent aujourd'hui à ses marges

18 Le recensement de l'Institut des Statistiques d'Etat fait état de 25 503 personnes habitant à Mustafa Kemal Mahallesi en 2000. Mais selon le *muhtar* (maire du quartier), ce chiffre ne reflète pas la réalité de la population. En 1990, toujours selon le DIE, la population de Mustafa Kemal Mahallesi était de 19 068 habitants.

19 Lors du recensement de 1990, les habitants étaient essentiellement originaires de Sivas (14,74 %), de Kars (6,1%), de Maraş (5,2 %), d'Erzincan (5,83 %), de Tokat (5,72 %), de Tunceli (2,89 %), de Malatya (3,59 %), et d'Erzurum (3,9 %). Pour les précautions nécessaires face à ces statistiques, voir notamment J-F Pérouse (1997).

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

seraient eux destinés aux classes moyennes. Du côté des départs, il faut compter, en dehors des effets de la répression, sur les crises économiques qui ont ébranlé le quartier (tout particulièrement l'immobilier et le textile) et les traditionnelles conséquences de l'ascension sociale.

[13] Finalement et de manière liée, l'identité politique du quartier est plus complexe et diversifiée qu'elle n'a pu l'être. Si l'on s'en tient ici à une dimension proprement électorale, Mustafa Kemal Mahallesi est aujourd'hui un bastion du CHP, dans un arrondissement, Ümraniye, perdu par ce même parti au profit des représentants de l'islam politique depuis 1994²⁰. Le CHP totalise ainsi, à l'échelle quartier, des résultats dépassant régulièrement les 60%, que ce soit dans le cadre des élections locales ou nationales. Mais on trouve également un vote nationaliste kurde²¹, un vote islamiste/conservateur et un vote MHP (droite nationaliste, très minoritaire cependant).

20 Successivement, le Refah Partisi en 1994, le Fazilet Partisi en 1999 et l'Adalet ve Kalkınma Partisi depuis mars 2004.

21 L'identité politique kurde est notamment portée par les vagues plus récentes de migration. Si l'infrastructure du HADEP et celle du KADEK restent modestes à Mustafa Kemal Mahallesi, où l'ampleur des migrations depuis l'Est est limitée, elle est par contre plus développée à l'échelle de l'arrondissement de Gaziosmanpaşa (dans le quartier de Gazi lui-même mais surtout dans celui de Zübeyde Hanım) ; la mobilisation locale s'y ferait désormais davantage autour de ces réseaux kurdes radicaux. Communication personnelle de J-F. Pérouse, septembre 2002.

Résultats des élections générales de 2002

	Résultats en % <i>Mustafa Kemal Mahallesi</i> (15 011 votants) ²²	Résultats en % Turquie (32 646 124 votants)
CHP (<i>Cumhuriyet Halk Partisi</i>)	58,4	19,4
DSP (<i>Demokratik Sol Partisi</i>)	0,57	1,23
ÖDP (<i>Özgürlük ve Dayanışma Partisi</i>)	0,72	0,34
DEHAP (<i>Demokratik Halk Partisi</i>)	15,34	6,23
ANAP (<i>Anavatan Partisi</i>)	0,71	5,12
SP (<i>Saadet Partisi</i>)	1,07	2,49
AKP (<i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i>)	14,06	34,26
MHP (<i>Milliyetçi Hareket Partisi</i>)	1,55	8,34

[14] Cependant, au-delà des évolutions urbaines et sociales qui ont largement transformé le visage du quartier ces 25 dernières années, on est bien loin de pouvoir parler de véritable intégration au tissu urbain, ou encore de 'normalisation' politique de cet ancien *gecekondu* : ses habitants continuent aujourd'hui d'être considérés et de se considérer - bien que pour des raisons diverses - sur un mode singulier. Périphérie économique, le quartier est confronté à d'importants problèmes de chômage, de drogue et de violences délinquantes. Mais surtout, parce qu'il fait partie des quelques quartiers d'Istanbul où les réseaux d'extrême gauche continuent de s'ancrer et de se déployer, Mustafa Kemal Mahallesi fait l'objet d'un traitement policier (et médiatique) particulier. Ainsi, si l'on ne trouve plus de poste de police dans le quartier²³, des véhicules blindés chargés de la lutte contre le terrorisme circulent quotidiennement dans les rues, les contrôles d'identité restent fréquents et les manifestations

22 Source: bureau CHP d'Ümraniye (2002).

23 Cela n'est pas propre à Mustafa Kemal Mahallesi, mais le débat qui s'est noué au sein de la population est révélateur du rapport ambigu aux forces de sécurité. Certains habitants souhaitent une présence permanente de la police au sein du quartier pour empêcher les violences de rue, provoquées notamment par des drogués. Dans le même temps, les forces de police restent pour tous les outils d'une répression trop souvent violente et aveugle.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

contestataires donnent généralement lieu à un bouclage du quartier. Quant aux médias, leur couverture régulière - et volontiers sensationnelle²⁴ - des violences au sein du quartier nourrit la confusion entre actions politiques et criminelles parce qu'elles sont souvent attribuées à des « personnes non identifiées », et contribue à entretenir une image menaçante.

[15] Or, cette gestion sécuritaire produit des effets très concrets : la violence perçue tient à distance les potentiels investisseurs, les habitants se plaignent d'une discrimination à l'emploi du simple fait d'habiter dans le quartier et le *muhtar* (maire de quartier) fait état de relations compliquées avec les autorités administratives²⁵. Ensuite, l'investissement de l'espace public par les acteurs locaux se fait de façon extrêmement prudente y compris pour des mobilisations *a priori* non politiques. En effet, il s'agit avant tout de ne pas être soupçonné de sympathie pour les organisations politiques illégales, encore moins, en ce qui concerne les associations, de servir de façade à ces réseaux. Puisque toute inscription publique attire la méfiance des forces de l'ordre, nombreux sont les habitants qui, anticipant la menace répressive, préfèrent ne pas s'investir localement. Trop de morts, victimes de tireurs policiers ou parfois 'non identifiés' qui ont d'ailleurs miraculeusement échappé aux forces de police, sont la pour justifier leurs peurs²⁶. Les manifestations autorisées peuvent elles aussi prendre un tour violent du seul fait de la présence d'un ou plusieurs agents provocateurs. Pour ceux qui choisissent de créer une association, et donc d'exister durablement sur la scène publique locale, il faut se soumettre scrupuleusement aux règles et rituels obligés - au minimum l'affichage du portrait d'Atatürk et l'endossement explicite de ses principes, notamment celui de la laïcité. Les associations doivent surtout se défaire d'une étiquette politique qui fait peur (aux autorités comme à une partie des habitants), en se distanciant des groupes radicaux de gauche. Au total, seuls ces derniers continuent aujourd'hui d'investir l'espace public local en

24 Pour n'en donner qu'un exemple, lorsque, le 5 mai 1998, une voiture est incendiée au milieu de la rue principale par un « groupe non-identifié », le quotidien *Sabah* titre 'Terreur à Ümraniye'.

25 Notamment dans le cadre de la réalisation de projets locaux comme la création d'un espace vert ou la mise en place d'une équipe de sauvetage pour les tremblements de terre.

26 On peut ici penser aux cinq victimes de la marche du 15 mars 1995 (voir infra) qui ont marqué les esprits des habitants de Mustafa Kemal.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

mobilisant la symbolique politique contestataire de Bir Mayıs Mahallesi ; les autres acteurs négocient leur existence publique en construisant prudemment leur apparence.

II. Visages publics du *gecekondu*

[16] L'espace public local, nous l'avons vu, est un espace sous surveillance depuis le coup d'Etat de 1980. Les dispositifs de contrôle évoluent cependant dans le temps, en nature et en intensité. Si aucune organisation durable ne semble avoir existé dans le quartier dans les années 1980 (si ce n'est une coopérative de production populaire, disparue depuis), celui-ci est très largement réinvesti depuis le milieu des années 1990. Quels visages et quelles significations prend cette récupération de l'espace public local ? Sous quelles conditions est-elle tolérée par les autorités et les forces de police ?

Exister publiquement pour récupérer le droit de « dire » le quartier

Entre Etat et organisations illégales d'extrême gauche : les associations comme facteur de normalisation ?

[17] Si l'on en croit les dirigeants de l'Association d'Embellissement du quartier de Mustafa Kemal, le projet des militants initiaux aurait échoué et les réseaux militants actuels s'engageraient dans une mauvaise voie pour faire revivre « l'esprit de Bir Mayıs ». Cette association a été créée en 1999 à l'initiative de l'équipe de sport locale et, surtout, des commerçants locaux. Un de ses objectifs est d'en finir avec les violences et les contraintes associées à la présence des organisations politiques interdites dans le quartier : « impôt révolutionnaire », fermeture forcée des commerces aux dates voulues par les militants, mais aussi violences de rue - y compris entre groupes illégaux - et répression policière. Inscrite dans une logique de dialogue avec les pouvoirs publics, l'Association d'embellissement travaille pour une meilleure intégration du quartier à l'environnement urbain. Dans sa lutte contre les violences, l'association se préoccupe également des problèmes de drogue et, de

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

manière plus générale, des jeunes sans projet qui arpentent les rues du quartier. Elle s'oppose au développement des salles de jeux, des casinos et de la prostitution, que l'Etat et la police ne se montrent pas capables de régler et sont même soupçonnés de tolérer. Si cette initiative vise à faire vivre un « quartier sans peur », et par là à une certaine forme de « normalisation » en déconstruisant le stigmate et en transformant l'image du quartier à l'extérieur, elle se fait sans grande illusion par rapport à l'Etat, à ses institutions et ses représentants. L'association attend de fait peu de ces derniers et développe autant que possible des moyens d'action propres. Cela lui permet, tout en présentant un visage plus 'acceptable' du quartier *via* la mise en avant de porte-parole autres que les militants radicaux vis-à-vis des autorités publiques, de conserver l'initiative dans la reconstruction du quartier et de sa symbolique politique.

[18] La branche locale de Pir Sultan Abdal Kültür Derneği, créée - comme bien d'autres - au lendemain des événements de 1993 à Sivas, se charge de promouvoir localement la culture alévie. Les fondateurs de cette branche se sont par là inscrits dans un cadre associatif et communautaire qui s'étend (en termes d'objectifs, de discours et d'action) bien au-delà des frontières du quartier, échappant d'une certaine manière au lieu et à ses contraintes. L'association remplit ainsi un ensemble de fonctions rituelles et communautaires : mise à disposition d'une salle pour les cérémonies religieuses ; pour le repas des 40 jours ; cours de *semah* et de *saz*, ou encore affrètement de bus à l'occasion du festival alévi d'Hacı Bektaş. Celles-ci lui donnent une résonance relativement large et, tout en la replaçant dans un registre religieux et culturel, désamorcent partiellement le stigmate portant sur le quartier. Mais Pir Sultan Abdal Kültür Derneği est également porteuse d'un projet politique qui consiste, selon ses statuts (communs à l'ensemble des branches), à 'promouvoir les principes de démocratie, de laïcité et des droits de l'Homme' ; un programme difficilement critiquable par les autorités en tant que tel, tout en ayant vocation extrêmement large.

[19] Les actions ouvertement contestataires se feront de préférence dans le cadre fédératif et sur d'autres espaces, par exemple les marches de protestation, contre les prisons de type F à Ankara, ou le défilé du Premier mai place Cağlayan à Istanbul. Mais les responsables de l'association n'en tiennent pas moins, derrière le libellé 'culturel' de celle-ci, à

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

promouvoir une pratique de l'alévisme qui prenne en compte l'identité politique du lieu. Le président et plusieurs des membres du bureau sont ainsi d'anciens militants, présents à la création du quartier. Celui-ci justifie l'installation de l'association à Mustafa Kemal en parlant d'un lieu « adapté » (*uygun*) du fait de son histoire, de son identité politique de gauche et de son éthique révolutionnaire²⁷. Les jeunes sympathisants ou militants de l'extrême gauche, sensibles à cette lecture politique et « territorialisée » de l'alévisme, fréquentent de fait régulièrement les locaux et activités de l'association ; ce qui vaut à Pir Sultan Abdal Derneği d'être placée sous surveillance policière. Les discours vis-à-vis de l'extérieur en sont d'autant plus prudents et centralisés. Ainsi, le président de l'association prend soin de négocier avec les forces de police si cela est nécessaire, notamment pour les commémorations communautaires au sein du quartier.

[20] Notons que cette reconstruction du rapport au lieu et à sa symbolique à travers un alévisme « politique » n'a rien de systématique : à Gazi et Okmeydanı - quartiers aux caractéristiques socio-politiques relativement similaires à celles de Mustafa Kemal - l'association alévie locale, portée par d'autres acteurs, s'est constituée sur un mode proprement culturel et religieux, explicitement contre les organisations politiques d'extrême gauche (Massicard 2002b : 357-363). Au sein du quartier Mustafa Kemal, l'association alévie aurait été investie dès sa création par les réseaux militants radicaux²⁸, mais elle a ensuite connu un président issu du *İşçi Partisi* (Parti Ouvrier ; légal, d'extrême gauche nationaliste), apparemment peu apprécié de ces différents réseaux, et un *dede* (chef religieux) qui aurait tenté de reconstruire son influence religieuse, y compris avec ce que cela suppose en termes de rétributions financières²⁹.

27 Entretien du 29 mars 2002. Ce denier a quitté son poste de président depuis lors.

28 Wedel observe le quartier en 1993/1994 ; il lui semble que s'opère alors, au sein de l'association, un glissement progressif d'influence des groupes turcs d'extrême gauche vers le DEP (*Demokrasi Partisi* ou Parti de la Démocratie, parti nationaliste kurde) (1999 : 269).

29 Le *dede* peut en effet bénéficier de différents dons matériels et pécuniaires auprès des personnes qui le suivent et lui montrent respect.

Une symbolique politique reconstruite

[21] L'association d'embellissement du quartier organisait en septembre 2002, en collaboration avec *Pir Sultan Abdal Derneği*, le premier « Festival de commémoration de la création du quartier de Mustafa Kemal », plus exactement celle de son acte de naissance symbolique : la résistance victorieuse du 2 septembre 1977. S'il a sans doute signifié une réappropriation de l'histoire politique locale concurrente de celle des groupes politiques illégaux, ce festival est aussi une initiative pour mettre fin à la stigmatisation du lieu entretenue par l'Etat et les médias. En effet, ce festival s'est déroulé au sein de l'espace public légitime sur un mode volontairement consensuel : une pluralité de partis politiques, de droite comme de gauche, différents maires et même certains officiers de police avaient été conviés à assister à ce festival. L'un des véhicules blindés chargés de la lutte contre le terrorisme était visible, mais à l'arrêt et relativement en retrait par rapport au site du festival. Parallèlement, le retour à 'l'esprit Bir Mayıs' que les organisateurs appelaient de leurs vœux concernait moins l'esprit révolutionnaire que « *l'esprit de paix, de fraternité populaire et de solidarité* »³⁰ censé y régner alors. Mais cette commémoration n'en a pas moins constitué un formidable moment de réaffirmation de la singularité du quartier et de reconstruction positive de la « communauté Bir Mayıs ». Le choix des artistes, alévis, et leur répertoire, étaient pensés pour émouvoir les plus anciens comme pour faire vibrer les jeunes *devrimciler*. Quant à la « fraternité populaire », elle devait prendre source dans une souffrance originellement partagée, au moment de la construction des *gecekondu* ou des différents affrontements contre la police. L'effritement de cette solidarité étant tenu pour responsable de l'apparition de la drogue, de la prostitution et de la violence délinquante au sein du quartier, le remède serait le suivant : « *Rends -toi maître de ta culture pour lutter contre la dégénérescence* »³¹.

[22] Ce retour de l'histoire locale au sein de l'espace public toléré est donc un indice de l'ambiguïté des recompositions en cours : signe de lassitude vis-à-vis des réseaux militants

30 Discours d'accueil du président de l'association d'embellissement du quartier, le 1er septembre 2002.

31 '*Yozlaşmaya karşı kültürüne sahip çık !!!*', brochure de présentation du festival et de son programme.

illégaux ou de leurs modes d'action, elle passe par un dialogue (même minimum) avec les différentes autorités publiques et les forces de l'ordre. Mais il s'agit également d'un positionnement réaffirmé contre l'Etat, la reprise en main du devenir du quartier contre ce que l'Etat le laisse - voire l'encourage à - être (un espace où se multiplient les violences et les vices), et ce en puisant dans les ressources de l'histoire locale elle-même. Ce festival se voulait donc l'occasion de réactiver « l'esprit Bir Mayıs » sur des bases nouvelles, non violentes, mais qui n'en resteraient pas moins contestataires. D'où le choix de célébrer une temporalité qui s'est construite contre celle de l'Etat, comme était notamment là pour en témoigner le rappel du tribut humain payé en 1976-77, temporalité de l'extrême gauche autant que locale³². Et de fait, si les stands du festival étaient *a priori* ouverts à tous, seules des organisations et revues de gauche, et surtout d'extrême gauche, étaient représentées.

Des usages discrets de la ressource publique

Echapper au stigmate : le registre non politique

[23] Certains habitants choisissent de faire vivre localement d'autres temporalités, d'autres mémoires que celle du quartier. C'est le cas de l'association Pir Sultan Abdal qui se charge d'articuler mémoire locale et mémoire alévie. C'est également le cas des associations de pays - une trentaine dans le quartier - qui se constituent le plus souvent sur la base du village d'origine³³. Ces associations sont, de fait, très largement considérées comme apolitiques, voire dépolitisantes. Le président de l'association Pir Sultan Abdal les définissait ainsi comme des entités encouragées par l'Etat afin de contrôler les mouvements de base³⁴. Et c'est sans doute cette même représentation « apolitique » qui rend ces associations *a priori* moins dangereuses aux yeux des forces de sécurité. Toujours est-il que leur prolifération à

32 Le président de l'association d'embellissement de quartier (*Mustafa Kemal Mahallesi Güzelleştirme Derneği*), tout en condamnant l'infiltration des associations par les réseaux politiques illégaux, se réclame lui-même de l'idéologie d'extrême gauche.

33 Il peut également s'agir d'un regroupement de plusieurs villages (à partir de solidarités claniques), du *ilçe* (sous-préfecture), ou encore du *il* (province). Nous n'avons cependant pas rencontré ces deux derniers cas dans le quartier même.

34 Entretien du 17 mai 2002.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

l'échelle du quartier, comme à l'échelle nationale d'ailleurs, tend à montrer que le *hemşehrilik* (la solidarité de lieu) constitue une forme d'organisation tolérée (mais aussi légitime et efficace) dans le contexte urbain et, plus particulièrement dans notre cas, un cadre privilégié de mobilisation pour des acteurs dominés économiquement et politiquement stigmatisés. Centrées sur le registre du *self-help* au profit des migrants ou du village d'origine, les associations de pays organisent ainsi des cours de folklore et de *semah*, de *saz*, de théâtre, voire d'informatique. Quelques-unes mettent en place des coopératives, voire de petits commerces pour fournir pain et denrées de base à moindre coût aux gens du pays. Plus souvent, ces *yöre dernekleri* mettent sur pied une équipe de football locale, organisent des pique-niques et peuvent également se charger de fournir des salles pour les cérémonies funèbres ou de mariage ; chacun de ces services offerts participant au renforcement de l'identité du groupe. Nombre d'entre elles disposent finalement d'un café réservé aux hommes au sein duquel les membres (et seuls les membres en principe) se retrouvent pour discuter autour d'un thé, d'une partie de cartes ou d'un programme de télévision et échanger des informations pratiques, concernant notamment les offres d'emploi (Erder 1999 : 161-171).

[24] Les associations de pays s'exposent relativement peu en tant que telles au sein de l'espace public local ; elles n'ont pas *a priori* vocation à le faire. Elles peuvent cependant être ponctuellement mobilisées par le *muhtar* et d'autres associations pour faire poids de leur nombre au profit d'une revendication (démarche auprès de la mairie d'Ümraniye afin d'obtenir la création d'un espace vert par exemple) ou faire circuler une information au sein de la population (à propos des 'soirées' ou conférences organisées par les différentes associations ou encore autour du projet de création d'une unité de protection face aux tremblements de terre). Mais, pour permettre à leurs membres un accès aux ressources, les *yöre dernekleri* ont également tendance à emprunter des canaux plus efficaces (et moins dangereux) que ne peut l'être la formulation publique de revendications. Il s'agit non seulement de faire marcher les solidarités de pays en sollicitant la « personne ressource » appropriée, au sein d'une administration par exemple, mais parfois de monnayer leur soutien politique à des instances

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

partisanes qui les considèrent comme des réservoirs de vote³⁵. L'actuel président de l'association Tokat-Zileliler, fonctionnaire au sein de la mairie de Kadıköy depuis 1986, a par exemple réussi à faire progressivement embaucher sept des membres de son association dans cette même mairie. Quant au représentant local du CHP (au centre d'Ümraniye), il sait qu'une visite régulière dans certains cafés d'associations de pays, ou le recrutement de militants en leur sein, lui apportera plus que le passage d'une camionnette d'où sont lancés les slogans du parti dans les rues du quartier ou même l'ouverture d'un bureau local au moment des élections.

[25] Notons que ces registres d'action (*self-help*, activation des solidarités de pays, clientélisme politique) ne sont pas le monopole des associations de pays. Les solidarités communautaires, et notamment de pays, peuvent être sollicitées par tout type de mobilisations locales, y compris celles des tenants d'un discours d'extrême gauche qui condamnent ces comportements traditionalistes³⁶. A une échelle individuelle, le *self-help* peut se traduire par des stratégies de connexion illégale à la ressource électrique par exemple. Peuvent également en découler des formes d'action directe, à l'image de ce groupe de femmes du quartier qui, après avoir sollicité sans succès les pouvoirs publics locaux, se sont chargées elles-même de détruire les antennes-relais de téléphones portables. Celles-ci, installées à même les toits, menaçaient (selon elles) la santé de leurs enfants. Le *gecekondu* est donc également le lieu d'un ensemble de 'mobilisations de gens très ordinaires' (Pérouse à paraître) luttant pour l'amélioration de leur quotidien.

Entre public et privé

[26] Pour les habitants de Mustafa Kemal Mahallesi, l'existence publique est donc contrainte, mais aussi ressource. Au minimum, elle peut permettre l'accès, ponctuel ou durable, aux autorités publiques et politiques locales et aux ressources correspondantes. C'est

³⁵ Les partis sont eux-mêmes traversés par des clivages de provenance. Voir notamment Schüller (1999).

³⁶ Voir Wedel (1999 : 267, note 92).

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

souvent en tant que président d'association que l'on peut prétendre avoir accès au maire d'arrondissement ou aux dirigeants d'un parti politique. Elle est également *négociée* par certains, nous l'avons vu, pour récupérer l'espace public, physiquement et symboliquement. Les associations de pays ont, elles, un statut quelque peu ambigu. Espaces semi-publics, leur fonctionnement en cercle fermé peut prendre une signification toute particulière dans un espace surveillé, au sein duquel l'on se méfie de l'étranger et où les relations de confiance se nouent dans des interactions quotidiennes, à l'intérieur de réseaux d'interconnaissance. L'association de pays se constitue par là en espace privilégié de sociabilité, mais aussi de socialisation. Au-delà de sa vocation *a priori* apolitique (et en grande partie grâce à cela), elle peut être investie sur des modes très différenciés, y compris politiques³⁷. Le président de l'association du village de Boğazören (Sivas), à son poste depuis huit ans, affirme ainsi travailler à la promotion auprès de ses membres - et si possible au-delà, ne serait-ce qu'à l'occasion des « soirées » organisées par l'association - d'une identité alévie porteuse d'une citoyenneté turque moderne et démocratique. Les réunions qui y sont organisées sont là pour responsabiliser les membres sur des thèmes sociaux, politico-économiques, voire philosophiques. A l'association du village de Gücük (Maraş), le président, un jeune avocat, revendique une identité politique kurde et essaye de sensibiliser ses membres au travers de séminaires sur les droits des minorités par exemple. Par ailleurs, le journal qu'on peut y consulter (*Anadolu'da Yaşam*), publié par une fédération d'associations de pays, articule un discours de gauche, teinté de nationalisme kurde et d'alévisme (Massicard 2002b : 377). Quant à l'association du village de Güneyalı (Çorum), elle accueille régulièrement des invités (*misafir*) qui, sans être du pays, partagent une relation de confiance – « *Nous nous connaissons tous très bien ici car cela fait trente ans que nous vivons dans ce coin du quartier* » – et, surtout, *'la même sympathie pour les idées et modes de vie ottomans'*³⁸. L'imaginaire spatial des jeunes dirigeants est sans doute un bon indicateur du type d'idées

37 Fonctions de socialisation que peuvent éventuellement remplir les activités régulières proposées par d'autres associations plus exposées. Dans la discrétion de certains cours de folklore, des jeunes du quartier font ainsi vivre une sociabilité militante ; ce sont ces mêmes jeunes que l'on retrouvera distribuant « sous le manteau » des revues d'extrême gauche ou encore défilant le premier mai au sein du cortège de *Yeni Atılım* (mouvement d'extrême gauche).

38 Entretien avec le président et le vice-président de l'association de Güneyalı, août 2002.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

promues et partagées au sein de l'association : « Ici, c'est plus « mélangé » (*karişık*). Il y a des Çerkes, des Laz ; en fait, beaucoup de gens originaires des régions de la mer Noire. Dans l'autre partie du quartier, les habitants supportent des groupes radicaux, le *İşçi Partisi* ou encore le *HADEP*. Ils obligent les commerçants d'ici à fermer boutique pour le premier mai ; quoique cela aille un peu mieux ces trois dernières années. Ce sont plus des gens originaires du Sud-Est dans cette partie politisée du quartier (...) Pendant l'affaire des prisons, ils ont fait exploser une bombe dans cette partie basse du quartier (...) Et les Kurdes, nous ne comprenons pas pourquoi ils sont séparatistes puisque 70% d'entre eux sont fonctionnaires dans des bureaux gouvernementaux !»³⁹.

[27] Espace d'affirmation et d'entretien d'une identité de groupe⁴⁰, l'association de pays peut donc proposer une grille de lecture de l'environnement à ses membres et, éventuellement, les allégeances correspondantes. Il nous semble, par ailleurs, qu'à l'image de l'association Pir Sultan Abdal qui entretient la mémoire alévie (cérémonies du *cem*, participation au festival d'Hacı Bektaş)⁴¹, les associations de pays font vivre une mémoire communautaire concurrente, voire opposée à celle de l'Etat. La commémoration, répertoire d'action à part entière au sein du quartier⁴², peut dès lors être l'occasion de faire exister

39 *Ibid.*

40 Ce qui n'exclut évidemment pas la présence de « promoteurs identitaires » concurrents au sein même de l'association ; la construction identitaire y étant, comme ailleurs, un processus dynamique

41 La symbolique de l'association est ainsi centrée sur la mémoire des massacres de Sivas et de ses martyres (1993). Complètement occultée jusqu'à aujourd'hui, la mémoire alévie (et notamment la mémoire violente) est peut-être réintégrée à la mémoire nationale à travers le projet actuel d'introduction à l'alévité dans les livres scolaires. Reste à voir quel sera le contenu de cette introduction.

42 Toutes sortes de mémoires violentes (alévie, d'extrême gauche, de quartier, ou du pays) coexistent et s'entremêlent très souvent. Elles continuent de nourrir efficacement l'identité martyre et contestataire du quartier. Le troisième jour du festival commémorant la création du quartier, les participants se rendent ainsi sur les tombes des victimes de la résistance aux forces armées ; le 31 octobre, les habitants descendent dans la rue en mémoire du jeune lycéen tué dans les rues du quartier en 2000 par des militants d'extrême droite ; chaque 2 juillet, ils commémorent les victimes du massacre de Sivas de 1993 et le 19 décembre, l'association Pir Sultan Abdal et l'association du village de Gücük (dans le département de Maraş) s'associent pour commémorer les massacres de Kahramanmaraş en 1978 ; le 15 mars, ceux qui ne se laissent pas dissuader par l'imposant appareil répressif (quartier bouclé, circulation des véhicules blindés, des centaines de policiers, y compris en civil) commémorent la mémoire des cinq habitants tués lors de la manifestation de solidarité avec Gazi en 1995. Quant aux militants d'extrême gauche, ils célèbrent également leurs martyrs, ceux du quartier parmi les autres.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

publiquement cette mémoire locale au sein de l'espace public du quartier, voire dans l'espace public national, éventuellement sur un mode contestataire. C'est le cas lorsque l'association de Gücük (Maraş) s'associe par exemple avec l'association Pir Sultan Abdal pour commémorer les massacres alévis de Kahramanmaraş (par l'investissement des rues du quartier ou encore la parution d'un message dans les journaux locaux et nationaux). L'investissement de l'espace public à partir d'un registre communautaire, dans un contexte de domination économique et politique, n'a donc rien d'anodin. En réaménageant les frontières public/privé au sein de l'espace public local, il permet la construction d'une zone relativement « sécurisée ». Celle-ci peut constituer un espace de repli, mais c'est également en son sein que se forment les identités et allégeances, les 'loyautés de tous les jours' (Bozarslan 1999b), parfois sur un mode clientéliste, parfois sur un mode contestataire.

Conclusion

[28] La symbolique politique de Bir Mayıs Mahallesi continue aujourd'hui de produire des effets concrets dans le quartier. L'espace public local est ainsi placé sous contrôle et pousse les acteurs locaux à négocier leur existence publique pour la rendre acceptable auprès des autorités et forces de sécurité comme auprès d'une population locale fatiguée des violences et ayant parfaitement intégré la menace de répression. Mais cet espace public empêché encourage également, nous l'avons vu, des pratiques plus « discrètes », potentiellement contestataires, dans les procès de socialisation politique, d'articulation des revendications et d'accès aux ressources. Au total, si l'on devait essayer ici de caractériser une « parole du *gecekondu* », qui parviendrait à se diffuser au sein d'un espace public contraint, il faudrait considérer non seulement les discours les plus 'bruyants' parce qu'interdits par le pouvoir (ceux des organisations d'extrême gauche), mais aussi les discours publics formulés par les acteurs localement institutionnalisés, négociant continuellement leur existence publique, et, enfin, les discours plus diffus ancrés dans le quotidien, qu'on entend souvent à peine parce qu'ils empruntent des voies qui ne sont pas celles de l'espace public dominant (solidarité de pays, clientélisme, rumeurs, ironie), même s'ils peuvent y émerger

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

ponctuellement (violence et commémoration de violences, revendications ponctuelles par des mobilisations 'spontanées).

[29] Pour en revenir à ces mobilisations qui se font 'entre Etat et organisations radicales' au sein des *gecekondu*, il est parfois difficile de saisir si la normalisation (voulue et subie) ou la résistance à l'ordre urbain et politique dominant prévaut ; les deux dimensions semblent devoir s'articuler pour permettre le réinvestissement efficace de l'espace public local. Dans le cas de Mustafa Kemal, ces investissements négociés de l'espace public ont certainement contribué à une forme de dépoliarisation ; ce qui n'est pas forcément le cas à Gazi par exemple où, nous l'avons vu, l'association alévie se positionne explicitement contre les organisations d'extrême gauche. De manière intéressante, à Mustafa Kemal Mahallesi, où les organisations illégales semblent moins influentes, les acteurs associatifs prennent partiellement en charge les symboles et les projets de l'extrême gauche. Que penser en ce sens du choix récent des dirigeants de l'association alévie d'afficher, dans leurs locaux, les portraits de figures éminentes de la gauche et de l'extrême gauche : İbrahim, Deniz, Mahir, Yılmaz Güney, Uğur Mumcu ? Récupération neutralisée (sinon folklorisante) des symboles contestataires et révolutionnaires ou élargissement effectif de l'espace public local *via* une soumission à la grammaire publique dominante (qui ne signifie pas adhésion au projet politique national) ?

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

References

- Anonyme (1996) *Gazi, gecekondulardan geliyor halk*, Istanbul, Haziran Yayınları.
- Bozarslan, Hamit (1999a) 'Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années 1970', *Turcica*, 31, pp.185-244.
- Bozarslan, Hamit (1999b) 'Network-building, Ethnicity and violence in Turkey', Abu Dhabi, *The Emirates occasional papers ECSSR*, n°33.
- Dorronsoro, Gilles (dir.) *Les mobilisations sociales et politiques en Turquie*, à paraître.
- Erman, Tahire (2001) 'The politics of squatter (*gecekondu*) studies in Turkey: the changing representations of rural migrants in the academic discourse', *Urban studies*, 38 (7), pp. 983-1002.
- Erder, Sema (1999) 'Where do you hail from ? Localism and networks in Istanbul', in Çağlar Keyder (ed.), *Istanbul, between the global and the local*, New York, Rowman and Littlefield publishing, pp.161-171.
- Favre, Pierre (1999) 'Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics', in François, Bastien ; Neveu, Eric (eds.) *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 135-152.
- Leray, Marie (2002) '*Territoires d'inquiétude* : quels modes d'inscription dans l'espace public ? Le cas du quartier de Bir Mayıs, Istanbul, mémoire de DEA, sous la direction d'Elizabeth Picard, IEP, Aix-en-Provence.
- Marcus, A. (1996) "Should I shoot you ?" An Eyewitness Account of an Alevi Uprising in Gazi'. *Middle East Report* n° 199 (avril-juin), pp. 24-26.
- Massicard, Elise (2002 a) 'Politique pénitentiaire et contrainte externe. Autour de l'affaire des prisons en Turquie', *Critique Internationale* n°16 (summer), pp. 169-181.
- Massicard, Elise (2002 b) *Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique. Le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980*, thèse de science politique dirigée par Gilles Kepel, Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- Müftüoğlu, Oğuzlan (n.d.) *Dev Yol : 12 Eylül ve Türkiye gerçeği, Devrimci Yol Savunması*, Istanbul, Biresim Yayınları.
- Öncü, Ayşe; Weyland, Petra (eds.) (1997) *Space, Culture and Power: new identities in globalizing cities*, London and New Jersey, Zed Books.
- Pérouse, Jean-François (1997) 'Aux marges de la métropole stambouliote : les quartiers nord de Gaziosmanpasa, entre *varoş* et *Batikent*', *CEMOTI* n°24 (july-december), pp. 136-141.

Citation: Leray, Marie (2004) 'Stigmate politique et usages de la ressource publique : le *gecekondu* comme espace de mobilisation', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document123.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

Pérouse, Jean-François (2004) 'Les métamorphoses de 'Gazi Mahallesi' : formation et dilution d'un quartier périphérique d'Istanbul', *Anatolia Moderna/Yeni Anadolu*, n°X, Istanbul, IFEA, pp. 189-204.

Pérouse, Jean-François (à paraître) 'Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul', in Dorronsoro, Gilles (dir.), *Les mobilisations sociales et politiques en Turquie*.

Schüler, Harald (1999) *Türkiye'de sosyal demokrasi : Particilik, Hemşehrilik, Alevilik*, Istanbul, İletişim Yayınları.

Wedel, Heidi (1999) *Lokale Politik und Geschlechtsrollen: Stadtmigrantinnen in türkischen Metropolen*, Hamburg, Deutsches Orient-Institut.

Yücel, Hakan (2000) *La formation de l'identité alévie : de l'acteur communautaire au quasi-individu*, mémoire de DEA sous la direction de F. Khosrokhavar, EHESS, Paris.